

Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013

Rapport des Nations Unies : L'économie africaine rebondit en dépit d'un ralentissement économique mondial

Des liens commerciaux et d'investissements accrus avec des économies émergentes ou en développement vont probablement atténuer l'impact des chocs négatifs dus à la récession en Europe

Addis-Abeba, le 17 janvier – L'Afrique va défier le ralentissement économique mondial en 2013 et la plupart de ses pays devraient enregistrer une croissance plus forte que la moyenne mondiale, prédit le rapport annuel des Nations Unies, Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013, publié aujourd'hui.

En dépit d'un ralentissement mondial, le taux de croissance de l'Afrique (excluant la Libye) connaîtra un rebond significatif pour atteindre 4,5 pour cent en 2013, contre 3,4 pour cent en 2012. Cette tendance à la hausse devrait continuer en 2014, avec une croissance de 5 pour cent.

D'après le rapport, les principaux facteurs qui sous-tendent les fortes perspectives de croissance en Afrique comprennent de bonnes performances des pays exportateurs de pétrole, soutenues par une augmentation de la production et des prix élevés, ainsi que des dépenses publiques accrues, en particulier pour les infrastructures.

Les économies en développement ont connu un ralentissement de leur taux de croissance, qui est passé de 5,7 pour cent en 2011 à 4,7 pour cent en 2012. Deux régions particulières sont à noter : l'Afrique (incluant la Libye) a enregistré une croissance de 5 pour cent en 2012 après un ralentissement plus prononcé en 2011 suite à des changements politiques en Afrique du Nord ; et l'Asie de l'Ouest, où la croissance s'est sérieusement ralentie, en grande partie à cause de moins bonnes performances des pays importateurs de pétrole de la sous-région, explique le rapport.

D'après ce rapport, la croissance des économies en développement va légèrement accélérer et atteindre 5,1 pour cent en 2013 et de 5,6 pour cent en 2014. Alors que les effets de la reprise de cette année en Afrique du Nord s'estompent, le continent connaîtra un ralentissement modeste de sa croissance en 2013. Même s'ils restent en-dessous de ceux des années précédant la crise, de tels taux différencient les nations en développement des pays développés, qui affichent des taux de croissance bien plus bas.

Le rapport prévoit que les liens commerciaux et d'investissement accrus de l'Afrique avec des économies émergentes et en développement atténueront l'impact des chocs négatifs dus à la récession européenne. Une diversification croissante dans des secteurs qui ne sont pas reliés à l'exploitation de matières premières, y compris les services, les télécommunications, la construction et le secteur manufacturier, contribueront également à renforcer les perspectives de croissance en Afrique.

Nouveaux gisements de pétrole et implications pour la croissance en Afrique

En 2012, le Kenya est devenu le dernier pays africain en date à trouver du pétrole dans son sous-sol, après les découvertes déjà annoncées ailleurs, notamment au Ghana, en Sierra Leone et en Ouganda. Le champ pétrolifère

du Jubilé au Ghana, qui contiendrait au total 490 millions de barils de pétrole de très bonne qualité. En faisant l'hypothèse que le prix moyen du pétrole sur le long terme sera de 75 dollar le baril, les recettes du pétrole devraient rapporter en moyenne à l'État un milliard de dollars par année entre 2011 et 2029. En Ouganda, on estime que les réserves de pétrole du bassin du Lac Albert atteignent 1,1 milliard de barils, soit 100 à 300 mille barils par jour. La production a commencé en 2010 au Ghana, et il est prévu de commencer l'exploitation en Ouganda dans les prochaines années. Ces découvertes pourraient faire grossir la liste des grands pays exportateurs de pétrole, qui sont actuellement au nombre de dix (Algérie, Angola, Cameroun, Congo, Egypte, Gabon, Guinée équatoriale, Libye, Nigeria et Tchad).

Performances antérieures des pays africains exportateurs de pétrole

Le rapport constate que les pays exportateurs de pétrole tendent à avoir de meilleurs résultats en termes de croissance moyenne des revenus que les autres. L'un des grands problèmes qui se posent, cependant, c'est que la croissance économique relativement élevée des exportateurs de pétrole n'a pas débouché sur les bénéfices escomptés. Dans de nombreux pays, les recettes pourtant considérables du pétrole n'ont pas sensiblement amélioré le revenu par habitant. Ainsi, le Nigeria a exporté pour plus de 700 milliards de dollars de pétrole de 1980 à 2010, et pourtant son revenu par habitant est à peine plus élevé que la moyenne africaine. Et bien que son PIB par habitant soit le plus haut d'Afrique, la Guinée équatoriale se retrouve en 136^{ème} position sur l'Indice du développement humain des Nations Unies, alors que le Kenya est 143^{ème} avec un revenu par habitant dix fois moins élevé. Ces résultats illustrent à la fois la gestion désastreuse des revenus du pétrole et la concentration extrême de la richesse générée par l'exploitation des ressources pétrolières.

Options politiques pour les pays africains

Le rapport souligne le fait que les récentes découvertes ont eu lieu dans des pays où le revenu par habitant est faible et où l'on constate d'importantes inégalités économiques et sociales. Pourtant, si elles sont convenablement gérées, les nouvelles découvertes pétrolières seraient l'occasion unique d'accélérer la croissance et le développement en Afrique.

Pour arriver à une pérennisation et à une distribution équitable des revenus, il est nécessaire de mettre en place un ensemble de politiques pour résoudre les problèmes budgétaires à court terme tout en tenant compte des investissements à long terme et des questions de durabilité. Quelques pays de la région ont relativement bien réussi à réaliser de tels objectifs. Le Botswana, par exemple, avec sa Gestion communautaire des ressources naturelles qui – même si elle n'a rien à voir avec la gestion des revenus du pétrole – montre comment établir des relations saines entre les communautés directement touchées par les opérations d'extraction, le gouvernement et les sociétés d'extraction (ou utilisateurs finaux).

Prévisions

En dépit d'une incertitude prolongée, la croissance économique en Afrique devrait poursuivre son rythme soutenu en 2013 et 2014, dans le sillage du printemps arabe. Elle sera cependant moindre qu'en 2012 en raison du rebond artificiel généré cette année-là suite à la crise liby-

enne. L'Égypte devrait connaître une croissance de 3,2 pour cent en 2013, lorsque les inquiétudes concernant sa stabilité se dissiperont. L'économie libyenne devrait retrouver son niveau d'activité d'avant la crise, et la croissance en Algérie, au Maroc, en Mauritanie et au Soudan bénéficiera de la fin de la sécheresse.

Le rapport met en garde contre la crise prolongée de la dette souveraine dans la zone euro, qui n'est toujours pas résolue et continue de menacer la sous-région par les canaux du tourisme et des échanges commerciaux. Les économies d'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale continueront d'avoir une vigoureuse demande interne, s'appuyant sur des investissements solides et l'expansion de secteurs tertiaires comme les télécommunications et la construction. Ce sera le cas du Kenya, par exemple, qui devrait maintenir une croissance robuste de 5,4 pour cent en 2013, avec une reprise des investissements intérieurs profitant de taux d'intérêt plus bas.

L'Afrique du Sud enregistrera une croissance accélérée de 3,1 pour cent en 2013. Au plan intérieur, cette croissance sera freinée par un chômage élevé. En outre, l'agitation ouvrière et les tensions sociales dues à des inégalités persistantes font toujours peser un sérieux risque sur la croissance économique.

Exportateurs de pétrole

Les économies productrices de pétrole en Afrique centrale, australe et orientale bénéficieront d'une demande soutenue et de prix à l'exportation élevés. Le Nigeria annonce une croissance accélérée, qui devrait passer à 6,8 pour cent en 2013, avec comme moteur non négligeable de l'activité économique des secteurs non pétroliers comme les télécommunications et la construction. L'industrie pétrolière et le secteur tertiaire ont un impact positif similaire sur la croissance au Ghana, où une production agricole solide et une exploitation accrue des mines d'or devraient épauler les performances économiques. L'Angola, le Cameroun, la Guinée équatoriale et le Tchad bénéficieront également du prix élevé du pétrole.

Cette exposition au marché international comprend un risque majeur, cependant, au cas où les prix du pétrole dégringoleraient, suite, par exemple, à un ralentissement mondial plus prononcé. Des investissements pour accroître les capacités des secteurs miniers seront des moteurs importants de la croissance du PIB dans des pays comme la Tanzanie ou la Zambie, même si ces pays exportateurs de minéraux et de métaux sont fragilisés par la volatilité des prix des matières premières et le ralentissement de la demande internationale, notamment chinoise.

Situation de l'emploi

En dépit d'un tableau encourageant pour la croissance, la situation de l'emploi reste préoccupante dans toute la région, tant en ce qui concerne le niveau de chômage que la qualité des emplois offerts, surtout en Afrique du Nord. En Afrique du Sud, par exemple, un conflit social dans le secteur minier a entraîné la perte de nombreuses vies en 2012, ainsi que des perturbations majeures dans un secteur crucial de l'économie. Des grèves dans la fonction publique ont aussi eu lieu au Kenya et en Tanzanie, entraînant de graves perturbations dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Une croissance régulière dans d'autres domaines comme les télécommunications et la construction dans des pays comme le Ghana, le Kenya et le Nigeria aide à améliorer la situation.

Risques et incertitudes

Les flux d'aide vers l'Afrique devraient se stabiliser, voire diminuer en 2013 et 2014, à cause du ralentissement économique mondial et des difficultés budgétaires de nombreux pays donateurs. L'incertitude demeure quant aux futurs mouvements d'APD, étant donné les problèmes fiscaux que connaissent les économies développées. Les perspectives dépendent d'un certain nombre de risques et d'incertitudes. Un ralentissement économique mondial plus prononcé et qui s'étendrait aux économies émergentes pourrait sérieusement nuire aux performances de la région à travers une contraction du tourisme, des échanges commerciaux et des envois de fonds. En outre, étant donné le rôle non négligeable du secteur agricole dans de nombreuses économies, une dégradation subite et inattendue des conditions météorologiques ayant un effet négatif sur les récoltes représente un autre risque à la baisse.

Situation et perspectives de l'économie mondiale est publié en début d'année par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies.

Sur le web : <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml>

Pour des interviews ou des informations supplémentaires, contacter Newton Kanhema, tél. : 1-212-963-5602, e-mail : kanhema@un.org, Département de l'information des Nations Unies.

Publié par le Département de l'information des Nations Unies

Table:

Afrique :taux de croissance du PIB réel, 2009-2014

	2009	2010	2011	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^b
Afrique	2.7	4.7	1.1	5.0	4.8	5.1
Afrique centrale	3.0	4.8	5.0	5.0	4.7	4.4
République centrafricaine	1.7	3.0	3.3	3.8	4.0	3.9
Cameroun	1.9	3.2	4.1	4.5	4.7	4.5
Tchad	4.1	14.6	3.6	6.2	4.0	4.2
République du Congo	7.5	8.7	4.5	3.7	5.4	4.6
Guinée équatoriale	4.6	-0.8	7.1	6.3	5.8	5.1
Gabon	-0.4	5.6	5.8	4.7	3.5	3.7
Sao Tomé-et-Principe	4.8	4.5	4.9	5.0	5.3	5.4
Afrique de l'Est	4.4	7.0	6.3	5.6	6.1	6.2
Burundi	3.5	3.9	4.2	4.4	4.8	4.3
Comores	1.8	2.1	2.2	2.5	3.5	3.4
Rép. dém. du Congo	2.8	7.2	6.9	5.8	5.5	5.4
Djibouti	5.0	3.5	4.8	4.7	4.8	4.4
Erythrée	3.9	2.2	8.7	6.5	5.0	4.3
Ethiopie	8.8	12.6	11.2	7.0	7.4	6.8
Kenya	2.7	5.8	4.4	4.8	5.4	5.5
Madagascar	-4.1	0.4	1.6	2.3	3.3	4.4
Rwanda	6.2	7.2	8.6	7.9	7.6	7.2
Somalie	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
Tanzanie	6.0	7.0	6.4	6.8	7.1	7.4
Ouganda	4.2	6.3	4.1	4.6	5.5	6.7
Afrique du Nord c	3.7	4.1	-5.6	5.4	4.2	4.6
Algérie	2.4	3.3	2.9	2.8	2.9	3.8
Egypte	4.6	5.2	1.8	1.1	3.2	4.7
Libye	-0.7	4.2	-61.3	100.7	12.8	8.5
Mauritanie	0.1	5.6	5.1	4.8	6.3	5.5
Maroc	4.8	3.7	4.1	2.8	4.9	5.2
Soudan	8.2	4.5	-2.2	-11.0	1.5	1.5
Tunisie	3.1	3.5	-1.5	2.6	3.4	4.2
Afrique australe	-0.3	3.5	3.7	3.5	4.1	4.4
Angola	2.4	3.5	3.9	7.5	7.7	6.2
Botswana	-4.8	7.0	5.7	4.2	4.6	4.3
Lesotho	2.9	5.6	4.2	4.3	5.9	5.3
Malawi	8.9	6.7	4.5	7.5	5.9	4.1
Maurice	3.3	4.1	4.1	3.1	3.5	4.1
Mozambique	6.3	6.8	7.1	7.5	8.1	8.0
Namibie	-0.7	6.6	3.6	4.0	4.6	5.3
Afrique du Sud	-1.5	2.9	3.1	2.5	3.1	3.8
Zambie	6.1	7.1	6.6	5.8	6.3	6.2
Zimbabwe	16.9	9.6	10.3	3.1	2.2	2.4
Afrique de l'Ouest	5.6	6.8	6.5	6.3	6.6	6.8
Bénin	2.7	2.6	3.1	3.4	4.6	4.5
Burkina Faso	3.0	7.9	5.1	6.0	6.2	5.9
Cap-Vert	3.6	5.4	5.0	4.8	5.0	5.1
Côte D'Ivoire	3.8	3.0	-4.7	7.0	6.1	5.7
Gambie	6.3	6.1	5.5	-1.0	6.2	4.5
Ghana	4.7	6.6	15.1	7.4	7.8	7.1
Guinée	-0.1	1.9	4.2	4.0	4.4	4.3

(Cont'd)

Table (Cont'd)

	2009	2010	2011	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^b
Guinée-Bissau	7.9	1.6	4.3	-0.5	2.6	2.9
Liberia	7.8	7.3	8.2	8.4	7.5	6.4
Mali	4.5	5.8	2.7	1.0	5.2	6.0
Niger	-0.7	8.2	2.3	9.1	5.9	6.2
Nigeria	6.9	7.8	7.4	6.4	6.8	7.2
Sénégal	2.1	4.1	2.8	3.9	4.6	4.7
Sierra Leone	3.2	5.3	6.0	26.5	7.4	7.6
Togo	3.4	4.0	4.9	3.5	4.2	4.5

Source: ONU/DAES basé sur les données de la Division de la statistique des Nations Unies et des sources nationales.

Note:

- a** Estimation partielle.
- b** Prévisions du scénario central s'appuyant en partie sur le projet LINK et sur le modèle de prévisions économiques mondiales du DAES-ONU.
- c** Pour l'analyse du rapport 2013, la Mauritanie et le Soudan ne sont pas compris dans l'Afrique du Nord.